

LE TEMPS

La guerre et l'économie en Russie et en Ukraine

Le Temps, Charles Wyplosz, 19 décembre 2024

L'intendance, on le sait, est cruciale pour la conduite de la guerre, et cela vaut bien sûr pour le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Comme en matière militaire, la situation est profondément asymétrique. Le gouvernement russe dispose de très amples ressources et il les consacre amplement à la guerre, alors que l'Ukraine tire la langue. Mais cette image doit être nuancée, sachant qu'en temps de guerre, les informations disponibles sont sujettes à caution. L'économie russe est en plein boom. La croissance a été de presque 4% en 2024, ce qui n'est pas surprenant pour une économie de guerre, lorsque les dépenses militaires explosent. La production d'équipements militaires, qui couvre un vaste champ d'activité, et les salaires de plus en plus généreux versés aux soldats (et à leurs familles en cas de décès) rendent la politique budgétaire très puissamment expansionniste. Le chômage a pratiquement disparu face à une très forte demande de main-d'oeuvre alors que l'offre semble en baisse, en raison des pertes au combat et des fuites à l'étranger – les chiffres sont mal connus. On pourrait s'attendre à un énorme déficit budgétaire, mais il est officiellement faible. Les explications incluent une hausse des revenus du pétrole – une mesure de l'inefficacité des sanctions – et des rentrées d'impôts rendues abondantes par la croissance et une pression fiscale accrue.

Il est aussi possible que ces chiffres soient fantaisistes. Ainsi, il se dit que le fonds souverain accumulé avant la guerre se vide rapidement, ce qui pourrait suggérer qu'il y a un gros déficit. Par ailleurs, la solide croissance concerne exclusivement les secteurs liés à l'effort de guerre. La consommation privée stagne, un signe inquiétant pour la popularité de Poutine, d'autant plus que l'inflation grimpe. Officiellement, elle approche les 10%, mais des estimations privées la situent plutôt aux alentours de 20%. La banque centrale a réagi et fait monter son taux d'intérêt à 21%, ce qui devrait mettre sous pression l'immobilier et les investissements privés en dehors des industries militaires.

Au contraire, en Ukraine, le PIB a chuté de 30% en 2022, le résultat de destructions massives et du départ à l'étranger d'un quart de la population. Depuis, la croissance est redevenue positive, à 3% en 2024, dopée par les dépenses de guerre mais freinée par la destruction continue des infrastructures, surtout celles liées à la production et à la transmission d'énergie. De plus, une part importante des équipements militaires est importée, ce qui réduit considérablement l'effet expansionniste habituel des dépenses de guerre. En conséquence le taux de chômage est proche de 20% et le secteur privé souffre. Le plus angoissant est le déficit budgétaire, de l'ordre de 20% du PIB en 2024. Jusqu'à présent, il a été très largement financé par l'aide internationale. Ces aides, cependant, sont des prêts, rarement des dons, si bien que la dette publique approche 100% du PIB et continue à grimper. De plus, nul ne sait si les Etats-Unis, qui sont avec l'Europe les principaux donateurs, vont continuer à soutenir l'Ukraine sous la présidence de Trump.

Après la guerre, c'est la Russie qui sera dans la plus mauvaise situation. Il lui faudra réorienter la production du secteur militaire vers des activités civiles, ce qui deviendra inévitable quand le budget militaire sera réduit. La transition sera difficile, avec des marges de manoeuvre budgétaires limitées alors qu'il faudra permettre à la consommation de repartir et, peut-être, subventionner les entreprises en reconversion. La solution souvent adoptée après une guerre est d'utiliser la planche à billets, ce qui provoque une pression inflationniste. Déjà, la transition s'était mal passée lors de la fin de l'URSS, empêtrée dans des luttes politiques et un niveau élevé de corruption. Rien n'indique que la situation s'est améliorée.

La tâche de l'Ukraine sera plus simple. La baisse des dépenses militaires touchera surtout les importations, si bien que le déficit budgétaire pourra donc être réduit sans provoquer une reconversion massive. Le retour d'une partie importante de la population émigrée permettra de faire repartir l'économie civile. Le grand défi sera la reconstruction, toujours un moment optimiste d'opportunités, mais qui coûtera très cher. Avec une dette très élevée, l'Ukraine aura un besoin impérieux d'aide étrangère, comme l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Il sera alors question de réduire la dette, d'assurer un flot de financements publics et privés, et d'obtenir de la Russie des réparations en échange d'un allègement des sanctions.



CHARLES WYPLOSZ
ÉCONOMISTE, CHRONIQUEUR